

« Un consensus large se forme contre l'austérité »



Économiste de la Fondation Copernic, Michel Husson participera à la table ronde sur le thème « Emploi, travail, chômage, précarité » aux assises pour changer de cap en France et en Europe, le 16 juin.

ENTRETIEN

Vous participerez aux assises du 16 juin sur le thème de l'emploi. Selon vous, il est donc urgent de changer de cap dans ce domaine?

MICHEL HUSSON. Oui, parce que la fameuse « boîte à outils » de Hollande n'est pas la bonne. Les emplois d'avenir et les contrats de génération ne démarrent pas et les expériences passées montrent que ce type de mesures ne fait que changer l'ordre dans la liste d'attente des demandeurs d'emploi. Du côté des politiques dites de l'offre, le crédit d'impôt est distribué aux entreprises sans aucune exigence en termes de créations d'emplois, et la loi sur la sauvegarde de l'emploi n'est pas faite pour en créer. Sur le fond, la philosophie de Hollande consiste à tout miser sur un retour de la croissance mais sa politique, comme toutes celles qui sont menées en Europe, a pour principal effet de la retarder. Jean-Marc Ayrault vient de répéter que la courbe du chômage pourrait s'inverser fin 2013, mais « à la condition aussi bien sûr que la croissance revienne en Europe. » Toute la contradiction est là. De toute manière, même 2 % de croissance ne seraient pas suffisants pour faire vraiment reculer un chômage de masse qui s'incruste.

Justement le président de la République explique que tous les efforts réclamés aux Français visent à « inverser la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année ». Le jeu n'en vaut-il pas la chandelle?

MICHEL HUSSON. Demander des efforts aux Français - mais pas vraiment à tous! - revient à leur présenter la facture de la crise, que la finance a fait passer à l'État. Mais la France n'est pas un ménage qui devrait réduire ses dépenses pour éponger une dette excessive. Et le grand paradoxe est encore une fois que ces efforts ne permettront pas d'améliorer la situation, puisqu'ils contribuent au contraire à entretenir la récession. Le refus de l'austérité est socialement légitime, mais aussi économiquement fondé. Ce dont on a besoin, c'est au minimum d'une relance de l'activité et d'un passage à un mode de croissance fondé sur une autre répartition des revenus et sur la reprise de la réduction du temps de travail. Mais cette bifurcation nécessaire nécessite de faire sauter deux verrous: le fardeau d'une dette illégitime et la ponction des actionnaires sur la richesse créée.

Vous faites partie de ces Économistes atterrés de plus en plus nombreux à réclamer la sortie de l'austérité. Cet objectif peut-il devenir majoritaire à gauche à brève échéance?

MICHEL HUSSON. Il est en train de se former un consensus large qui va au-delà des Économistes atterrés pour constater que les politiques d'austérité vont dans le mur. Il faut enfoncer le clou et notamment dénoncer le marché passé avec la Commission européenne: je te donne deux ans de plus pour atteindre les fatidiques 3 % de déficit, mais tu me fais une réforme sérieuse des retraites. Nous avons besoin d'une rupture nette avec les dogmes néolibéraux et cela suppose un travail permanent d'analyses et de contre-propositions afin de construire un projet alternatif.

Entretien réalisé par Sébastien Crépel